

Le soleil

Les grands chantiers de 1996

- Création d'un Sénat
- Régionalisation effective
- Lutte contre la pauvreté

Dans son message à la Nation à la veille de l'année nouvelle, le président Abdou Diouf a indiqué les grands chantiers qui seront ouverts en 1996. Ce sont notamment la préparation de l'institution d'un Sénat dont la création prochaine est annoncée ; la mise en place effective de la régionalisation ; le renforcement et l'extension des programmes de lutte contre la pauvreté ; la poursuite des privatisations et la consolidation des acquis économiques.

PAGES 4, 5 ET 6



L'adresse du chef de l'Etat

Sénégalaises, Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Vous comprendrez qu'en m'adressant ce soir à vous, je commence par rendre grâce à Dieu, encore une fois, de m'avoir fait recouvrer ma santé. Vous comprendrez aussi que je vous redise ma reconnaissance pour vos nombreuses marques de

sympathie à mon égard.

Votre mobilisation que j'ai perçue comme une manifestation de votre fidélité au profond humanisme de notre culture, m'a rendu encore plus fier de notre peuple. Au demeurant, c'est au sens de la solidarité qui l'a inspiré que nous devons d'avoir pu traverser bien des épreuves au cours de ces dernières années

et, notamment, d'avoir réussi la gestion de l'après-dévaluation du franc CFA.

En effet, nous avons enregistré en 1995 d'importants succès dans la poursuite de la restructuration de notre économie par une amélioration de l'environnement des entreprises et par des politiques budgétaire et monétaire de qualité. SUITE PAGE 4

Editorial Réconfort

PARMI les allocutions du président de la République, son message du nouvel an 1996 appartient à la meilleure cuvée du grand cru dioufien. C'est irrigué, sans artifice, substantiel. C'est fluide, car cela ne vient pas seulement du cœur, c'est aussi dans la tête. En des phrases lumineuses et fortes de leur simplicité même, une idée en appelle une autre dans un enfillement qui fait de la transition une manière d'orfèvrerie, et où un sens de la forme sans apprêt parseme le texte de pépites qui resteront dans les mémoires, comme cette belle définition de l'exception sénégalaise. Gageons qu'elle n'aura pas moins bonne fortune que l'appel fameux de jadis : « Cherchons ce qui nous unit dans le chemin qui nous réunit ».

Chez un peuple toujours prêt aux trames du verbe, il n'est guère banal qu'un homme remarquablement peu disert, aux prévenances avérées contre les engourdissements et les leurre du lyrisme, réussisse plus souvent qu'à son tour à trouver les mots justes, à parler vrai, en rase-cœur si l'on peut dire, sans belles et creuses paroles. Cette performance n'est pas le fruit de l'exercice, mais d'évidence procède du caractère, et aussi de la sérénité qui en est le visage. Au demeurant, cette sérénité n'a jamais paru aussi éclatante que l'image, projetée sur nos écrans de télévision, d'un Abdou Diouf resplendissant de santé après avoir montré, le mardi précédent, par un Conseil des ministres de près de cinq heures d'horloge, qu'il avait complètement surmonté sa maladie d'il y a quelques mois.

Dimanche soir, le président de la République a donc naturellement rassuré ses compatriotes, ainsi rassurés de leurs inquiétudes pour le plus grand nombre, voire, pour certains, de leurs alarmes. Précieux réconfort en ces moments d'épreuves,

• PAR IBRAHIMA GAYE

dont la moindre n'est certainement pas l'oppression quotidienne de la difficulté de vivre qui étreint tous les Sénégalais sonnés par la crise. Le chef de l'Etat ne s'y est pas trompé, lui qui entend « encourager la jeunesse dans son refus de la désespérance », et qui fera exécuter en 1996 « des programmes ciblant les populations les plus vulnérables, dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre la pauvreté » qu'il conduit personnellement.

Cette action prioritaire n'est cependant qu'un des grands chantiers de la nouvelle année. Le président de la République, ici encore à deux longueurs devant nous, a en effet annoncé la création prochaine d'un sénat, une décision majeure qui va transformer radicalement l'édifice politique et institutionnel sénégalais. L'érection d'un parlement bicaméral permettra, d'une part, d'élargir le pouvoir législatif et la base de représentation des citoyens ; d'autre part, d'ajouter une dimension verticale à l'éclatement horizontal du cadre d'exercice de l'initiative locale et de la démocratie, qu'offrira, dès cette année, la régionalisation. Il s'agit là des deux volets politiques d'une réforme en profondeur dont la libéralisation et les privatisations forment l'autre pendant, et dont le chef de l'Etat attend non seulement une plus grande avancée démocratique, mais encore une efficacité accrue en terme de développement.

Le président de la République se sent conforté dans ses espoirs par les bons chiffres de l'année écoulée : 4,5% de croissance, inflation bridée, armées apaisées, réserves en devises qui réduisent la récompense de la discipline dans l'effort. Certes, la macro-économie peut n'apparaître à beaucoup d'entre nous que le délice des seuls experts, et sans nul doute ces indicateurs possèdent d'autant moins de sens et d'éloquence pour le Sénégalais moyen conjugué, que celui-ci n'en perçoit pas immédiatement les effets concrets. Mais ces chiffres ne mentent pas ; ils sont bien le signe que notre pays est engagé sur la bonne voie, qu'il nous faut seulement persévérer, parachever les restructurations nécessaires quoique souvent douloureuses, garder le regard fixé sur l'horizon.

Maintenir ainsi le cap va pendant quelque temps encore requérir des sacrifices, lesquels n'iront pas toujours, bien entendu, sans incompréhension. Dans le contexte d'austérité que ces sacrifices commandent, les charges financières qu'entraînera la création d'une nouvelle chambre parlementaire n'auront pas forcément, aux yeux de tout le monde, l'évidence de la nécessité. En parallèle, le président sera peut-être sans doute amené à opérer à terme un resserrement de l'équipe gouvernementale. Mais à l'aune du gain politique escompté, un sénat est un juste prix à payer afin d'élargir le débat, de susciter la participation de tous à l'œuvre commune, d'approfondir et de renforcer la pratique et la culture démocratiques, bref de parfaire le cadre et les conditions adéquats pour que notre peuple puisse mieux encore se parler et toujours se retrouver. « Car », comme le dit si bien le président Abdou Diouf, « savoir se retrouver sur l'essentiel par le dialogue et la quête permanente du consensus devant l'immensité des tâches à accomplir sans délai, voilà ce qu'est d'abord l'exception sénégalaise ».

GROUPE SOCOTEC



LE GROUPE SOCOTEC

présente à ses clients, à ses partenaires
et à tous ceux qui l'ont soutenu
ses Meilleurs Vœux pour l'Année 1996.

38, rue Wagane Diouf, Dakar, tél. 23/40.14



Société sénégalaise
d'Inspection et de Contrôle

L'adresse du chef de l'Etat

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi, ont été articulées les trois axes principaux de la stratégie à moyen terme de relance de l'économie nationale.

1) L'approfondissement et l'accélération des réformes économiques et structurelles destinées à conférer au secteur privé une place prépondérante dans le processus de création de richesses.

2) La consolidation des bases du développement par la valorisation des ressources humaines, la création des infrastructures de base et la sauvegar-

de de l'environnement.

3) La mise en place de programmes ciblant les populations les plus vulnérables, dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre la pauvreté.

La conjugaison du soutien extérieur et de nos efforts internes nous a permis de contenir l'inflation en-dessous de 3% contre 32% en 1994 et de voir notre produit intérieur brut (PIB) croître de 4,5%. Nous lui devons également, entre autres résultats, l'apurement complet de nos arrières intérieurs et

extérieurs, un taux de 80% de couverture des importations par les exportations et la disponibilité de réserves en devises pour deux mois et demi d'importation.

En 1996, il s'agira de consolider ces bons résultats par les actions ci-après :

- La mise en œuvre d'un cadre renoué et rationalisé des régimes d'incitation à l'investissement, à la production, à l'exportation et à l'aménagement du territoire ;

- La préparation active du lancement progressif des grands travaux que sont le Canal du Cayer, la revitalisation des vallées fossiles, le programme de Développement de la Rive gauche, la ceinture verte ;

- La privatisation effective de la SONEES, de la SONACOS et de la SONATEL ;

- L'adoption d'un programme énergétique dans tous ses volets (produits pétroliers, électricité, énergie domestique).

Gagner un tel pari est à notre portée, si nous persévérons dans l'effort et la rigueur. Mais cela suppose aussi des avancées dans notre lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités.

Voilà pourquoi nous soumettrons à nos partenaires au développement, un grand programme visant à compléter le projet de nutrition communautaire dont la phase de généralisation sur toute l'étendue du territoire national vient de commencer.

Nous nous attachons également à renforcer les programmes du secteur de la santé et ceux ayant trait aux droits de l'enfant, avec un accent particulier sur le droit à l'éducation.

Au reste, tout en veillant au renforcement de la qualité de notre système d'éducation et de formation, j'ai toujours eu comme préoccupation d'en faire bénéficier le plus grand nombre, et d'abord les enfants. Je me félicite donc de constater que notre mobilisation pour une augmentation significative du taux de scolarisation des filles a commencé de porter ses fruits. L'appel que j'avais lancé dans ce sens avait pour signification première d'insister sur l'importance que revêt l'éducation des filles dans l'œuvre de développement économique et social.

Réduire les inégalités sociales et culturelles, réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes en assurant à toutes et à tous, selon les capacités propres à chacun et à chacune, l'accès aux formes les plus élevées de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la recherche, telle est la mission qui reste dévolue à notre école.

C'est ainsi que notre système d'enseignement supérieur est engagé dans la voie d'une diversification et d'une décentralisation articulées des filières et des institutions de formation, reposant sur un plan-directeur établi pour les cinq prochaines années. Une carte des formations supérieures, constituée dans le cadre de ce plan-directeur, verra, en particulier, l'émergence, à côté des universités, de centres universitaires régionaux mettant en œuvre des filières professionnelles en adéquation avec les besoins et les potentialités de l'environnement économique. Parallèlement, l'Etat restera attentif aux initiatives qui ont permis le développement d'institutions d'enseignement supérieur privé, dispensant des formations de qualité.

Il nous faut également rechercher

les solutions technologiques les plus modernes aux problèmes de sous-équipement documentaire auxquels notre système d'enseignement et de recherche est confronté. Sur ce plan, « les infomates électroniques », comme on les appelle, permettent aujourd'hui de relier les universités et autres centres d'enseignement supérieur et de recherche en un gigantesque campus « virtuel ». Il est dans la vocation de notre école, forte de sa tradition d'excellence, de prendre toute sa place dans ce réseau qui tissent ensemble les centres mondiaux d'élaboration et de diffusion des savoirs.

Avec la Biennale des Sciences et de la Technologie - AFRISTECH 95 - nous avons pu mesurer combien cette révolution pourrait accélérer notre marche vers le développement.

La SONATEL nous proposera dans quelques semaines un accès à INTERNET. Mais en intégrant la nouvelle donne dans nos démarches, nous devons veiller à la préservation de notre identité culturelle. C'est dire que le secteur de la communication est aussi interpellé que l'école et l'université.

« Savoir se retrouver sur l'essentiel par le dialogue et la quête permanente du consensus devant l'immensité des tâches à accomplir sans délai, voilà ce qu'est d'abord l'exception sénégalaise »

Il appartient donc à nos hommes et à nos femmes de médiateurs, aux spécialistes de la communication, de continuer à faire preuve d'imagination et de créativité renouvelée. L'Etat les y aidera.

En vérité, ma conviction est que nous avons les atouts nécessaires pour relever les défis que renferme la révolution numérique et, plus généralement, celui du développement harmonieux de notre peuple. Je pense à l'intelligence des enfants de ce pays et à leur capacité de dépassement, qualités sur lesquelles j'ai toujours parié.

Car savoir se retrouver sur l'essentiel par le dialogue et la quête permanente du consensus devant l'immensité

« J'ai toujours parié sur l'intelligence et la capacité de dépassement »

des tâches à accomplir sans délai, voilà ce qu'est d'abord l'exception sénégalaise. C'est ce qui nous vaudra pour toujours la possibilité d'écrire, ensemble, de nouvelles pages d'histoire pour notre pays.

Parmi celles-ci, il me plaît de citer l'approfondissement de notre démocratie locale, à travers la régionalisation.

Ce grand projet va bientôt entrer dans les faits si l'Assemblée nationale accepte de voter les textes soumis par le gouvernement. Les régions seront érigées en collectivités locales, dotées de la personnalité morale, de l'autonomie financière et d'une assemblée élue au suffrage universel.

Les communes et les communautés rurales disposent de nouvelles compétences.

Ainsi, les citoyens pourront gérer leurs propres affaires, laissant à l'Etat les grandes missions de souveraineté.

Cela pourrait rendre encore plus efficaces nos actions de développement à la base.

Mais la maturité de notre peuple et notre ambition de maintenir notre pays au niveau des plus grandes démocraties, appellent d'autres avancées.

C'est pourquoi le moment me semble venu d'ajouter à la régionalisation l'institution d'un sénat qui, avec l'Assemblée nationale, constituerait le parlement de la République et assurerait la représentation des collectivités territoriales au sein du pouvoir législatif.

Les sénateurs seraient élus par les conseils régionaux selon des modalités que préciserait une loi organique.

Je ferai procéder très prochainement à des études sur cette question avant de mener les consultations qu'appelle son importance.

Sénégalaises, Sénégalais,

Mes chers compatriotes,

L'année qui s'achève a été celle du cinquantième anniversaire des Nations-Unies. Elle a donc été l'occasion, pour l'ensemble de la communauté internationale, de rappeler que le nouvel ordre mondial en gestation ne pourra se construire durablement qu'en s'éclairant aux principes de paix et de solidarité internationale.

Notre pays, pour sa part, est dans son rôle et reste fidèle à sa vocation lorsqu'il contribue, de toute la force que lui donne sa foi au dialogue et en la résolution pacifique des conflits, aux actions qui visent à faire advenir, partout dans le monde, une culture de paix, de démocratie, de respect des droits de l'homme.

La paix, en effet, est affaire de culture. C'est pourquoi je me suis particulièrement réjoui de voir que c'est la culture, ce sont les arts, qui ont apporté, en cette dernière semaine de l'année, à la région de Ziguinchor, trop longtemps meurtrie, le message de paix dont ils sont porteurs et qui renforcera, je l'espère, ce que la patience et le dialogue dans la durée nous ont déjà permis d'obtenir, avec le concours de toutes les bonnes volontés ; à cet égard, je rends un hommage appuyé au comité cléricale, à la commission de gestion de la paix et à la Guinée-Bissau, partie garante.

En s'investissant, avec une générosité admirable, dans la fête de l'unité et de la fraternité qu'ils ont ainsi offerte à tout le Sénégal, nos artistes ont, encore une fois, rappelé la haute signification que revêt la culture pour notre pays : être le lieu où se fortifie toujours notre foi en l'avenir.

Vous le savez, je conçois cet avenir dans la solidarité avec les autres pays, en commençant par nos voisins. Vous avez d'ailleurs pu constater que la concertation reste permanente avec mes frères de Gambie, du Cap-Vert, de Guinée, de Guinée-Bissau, du Mali et de Mauritanie. Nous poursuivrons cette tradition que nous dicte tout ce qui nous unit à ces pays.

De même, le Sénégal continuera à faire de la réalisation des objectifs assignés à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), une de ses premières priorités au plan international. Mais, en insistant ainsi sur l'intégration sous-régionale, je ne veux point passer sous silence ce que notre pays attend de l'action de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), de la Francophonie, ni ignorer ce que sa réputation doit à son rôle au sein de ces institutions.

Nos forces armées ont largement contribué à ce crédit dont nous jouissons sur la scène internationale. Leur

SUITE EN PAGE 5

Sénat : renforcer la voix populi

La création d'un Sénat, annoncée par le chef de l'Etat lors de son adresse à la nation va, à coup sûr, révolutionner le système législatif sénégalais. Depuis l'indépendance, il a été caractérisé par le fonctionnement d'une chambre unique avec une Assemblée nationale qui compte actuellement 120 députés. Avec le Sénat, il y aura l'apparition d'une Chambre haute.

Cette importante décision devrait parachever un nouveau dispositif dont l'ambition est de mieux faire exercer le pouvoir par la base et qui se caractérise dans un premier temps par la régionalisation. Le Sénat va constituer un jalon déterminant dans cette voie. Si l'Assemblée nationale représente directement les citoyens, le Sénat au contraire représente les collectivités territoriales.

L'articulation avec la régionalisation est donc évidente.

Qu'est-ce qu'un Sénat ? Est-il indiqué pour nos pays ? Pourquoi s'engager dans cette nouvelle voie seulement maintenant, 35 ans après l'indépendance ? Autant

d'interrogations qu'on ne manque de poser après l'allocation du chef de l'Etat. Pour avoir des éclairages nous avons rencontré un spécialiste de ce type de questions. Il s'agit de M. Serigne Diop, ministre de la Communication, professeur à l'Université Cheikh Anta Diop où il est titulaire de la chaire de Droit constitutionnel et des Sciences politiques.

Selon lui, sur le plan historique, l'existence de deux chambres (bicaméralisme) est le régime de droit commun en matière de pouvoir législatif. « La majorité des parlements existant dans le monde est bicamérale. Toutes les grandes démocraties fonctionnent avec deux chambres législatives. La seconde où se retrouvent les sénateurs est la chambre de réflexion. Clémenceau disait d'ailleurs que le Sénat, c'est le temps de la réflexion. Si l'Assemblée nationale représente un peu l'impétuosité de la République, le Sénat constitue la raison de la République. »

L'avantage d'un tel système, d'après le Pr Diop, est d'avoir dans l'institution parlementaire un système de poids et de contrepoids. L'existence d'un Sénat rend en effet effectives trois fonctions indispensables au fonctionnement de l'Etat. Tout d'abord la fonction de modération. La Chambre haute permet de modérer les impulsions de l'Assemblée nationale. Ensuite la fonction de régulation qui se manifeste par la navette des textes entre les deux chambres afin d'assurer la maturité dans la conception des lois. Et enfin une fonction d'équilibre consistant en une approche nationale de la loi et une nécessaire considération des intérêts locaux visés par la régionalisation.

Trois types de bicaméralisme ont été jusqu'ici expérimentés dans le monde : le bicaméralisme aristocratique à l'époque de la naissance de la

démocratie. Elle permettait la résistance des classes privilégiées. Le bicaméralisme de l'Etat fédéral avec une Chambre représentant les populations et l'autre les Etats. C'est le compromis pour permettre l'existence d'un Etat fédéral avec le respect des principes de superposition, d'autonomie et de participation. Quant au bicaméralisme démocratique, on le retrouve dans l'Etat universitaire. Il est considéré comme la condition d'un meilleur travail législatif car permettant effectivement un fonctionnement modéré, régulier et équilibré de l'institution parlementaire.

C'est le bicaméralisme démocratique qui va être expérimenté chez nous. « Le seul problème que pose le bicaméralisme démocratique, souligne le Pr Diop, c'est le mode d'élection des membres de la 2e Chambre. Le chef de l'Etat a annoncé la bonne direction. On ne peut pas élire les deux chambres au suffrage universel direct sinon elles ne se distingueraient en rien. Ce qui fait que pour le Sénat, on retient généralement l'élection par un suffrage universel indirect, c'est-à-dire par les conseillers régionaux élus au suffrage universel direct. On se rend compte comme le disait un des grands classiques du droit constitutionnel Joseph Barthélemy que le bicaméralisme est un des principes du droit constitutionnel moderne. Je crois que le chef de l'Etat a raison de dire que l'Etat sénégalais et le système démocratique sénégalais sont à une étape historique qui nous contraint à adopter ce grand principe du droit constitutionnel modernisé. »

Dans l'avenir il est permis, selon le professeur agrégé en Droit, de prévoir un parlement qui prendra le temps de la réflexion nécessaire avant d'adopter les lois. Il peut cependant paraître surprenant que cette formule ait mis tant de temps avant d'être envisagée chez nous, si les vertus qu'on lui prête sont réelles.

Selon notre, deux raisons expliquent cette situation en Afrique. Tout d'abord, on estimait que l'unité nationale étant en construction, il serait dangereux d'instituer une seconde chambre marquée par les particularismes régionaux. L'autre argument étant financier, ce qui a poussé les pays du continent à ne pas adopter ce modèle jugé coûteux. Pour le Sénégal, ces raisons ne sont-elles pas toujours valables ? Pour le Pr Diop, la régionalisation rend inévitable la mise en place d'un Sénat. Les conditions d'un bon fonctionnement de l'Etat justifient cette décision. Pas de crainte par ailleurs pour la situation en Casamance. Bien au contraire, pour le Pr Diop qui est persuadé que la régionalisation et la mise sur pied d'un Sénat permettront une meilleure prise en charge des problèmes des populations dans l'interdépendance régionale. Ce qui contribuera à renforcer la solidarité nationale.

Cheikh Tidiane FALL

«Encourager la jeunesse dans son refus de la désespérance»

SUITE DE LA PAGE 4

mérite est d'autant plus grand qu'elles l'ont fait tout en poursuivant, avec efficacité, leurs missions à la mesure des dangers que les tensions sur les prix et la crise infantile de la libéralisation ont fait peser sur l'économie nationale, des perspectives nettement meilleures s'ouvrent pour le Sénégal. Evidemment, rien n'est gagné d'avance. Les prémisses d'aujourd'hui se mesurent à l'aune de la réduction des déficits et arriérés de paiements publics, de l'amélioration de la balance commerciale, du retour de l'inflation vers son niveau d'avant le changement de parité du franc CFA, et de la remontée du taux de croissance du PIB au-dessus de celui de la population. Mais elles ne tiendront pas toutes leurs promesses si la mobilisation et les engagements qui les ont permises et soutenues, se relâchent. Et, comme on a déjà eu à s'en inquiéter, si les velléités de confiscation du surcroît de compétitivité conféré à l'économie sénégalaise par l'ampleur de la dévaluation, s'aggravent au détriment du grand nombre, de l'intérêt national. La balle est dans le camp du secteur privé.

Il s'agit aujourd'hui plus que jamais de le pousser à devenir le moteur de la croissance et du développement. A cet égard, il a besoin d'être le maître du jeu sur un échiquier économique local assaini, d'être plus productif et compétitif face à la concurrence, sur son propre marché comme sur les débouchés extérieurs à conquérir ou à élargir. Les réformes mises en place dans le cadre du programme d'ajustement sectoriel pour la compétitivité (PASCO) participent de ces objectifs qui doivent impérativement être sous-tendus par l'assainissement de l'environnement des entreprises, dans un contexte de libéralisation tous azimuts. Les textes législatifs et réglementaires qui régissent l'activité économique ont été ainsi révisés dans le sens de leur adaptation aux exigences nouvelles et mutations extérieures. Ce qui a déjà été fait est sans doute déterminant pour la promotion des investissements et des exportations, et pour donner plus de tonus au marché : suppression des monopoles de production et des restrictions d'importation, mesures de sauvegarde contre les pratiques commerciales anti-concurrentielles, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, ventes de terrain domaniaux pour des usages industriels et commerciaux, libéralisation de l'accès à certaines professions, assouplissement des procédures du commerce extérieur, réduction des coûts de certains facteurs comme le transport maritime et l'emballage... Mais il faudra plus de temps pour que ces greffons prennent et bourgeonnent, et surtout d'autres mesures touchant notamment le coût des facteurs techniques de production et le financement endogène de l'entreprise, pour que

En parlant de l'armée, je pense toujours aux valeurs qui ont forgé notre identité et qu'elle incarne au plus haut point. C'est pourquoi je ne manque jamais cette occasion pour l'offrir en exemple à notre jeunesse. Mais ce soir, je veux surtout encourager celle-ci dans son refus de la désespérance car aucune des victoires que nous attendent ne sera durable sans son enthousiasme et son esprit d'initiative.

Prémisses • Par Amadou FALL

cette-ci produise mieux et exporte plus. Tout comme il convient que le pays se dote d'atouts supplémentaires pour attirer les investisseurs extérieurs, lesquels ne se bousculent toujours pas aux portillons. C'est par rapport à ces préoccupations, que l'on comprend la nécessité répétée, la veille du nouvel an, par le président de la République, «d'approfondir et d'accélérer les réformes économiques et structurelles destinées à conférer au secteur privé une place prépondérante dans le processus de création de richesses» et de «mettre en œuvre un cadre rénové et rationalisé des régimes d'incitation à l'investissement, à la production, à l'exportation et à l'aménagement du territoire».

L'option prise par la puissance publique, conformément à ses engagements intérieurs et envers ses partenaires extérieurs au développement, d'ouvrir le capital des grands monopoles d'Etat aux privés, va ainsi donc être effective cette année, concernant la SONEES, la SONATEL et la SONACOS.

Dans ce contexte de mondialisation et de plus grandes libertés économiques, il peut paraître rigard de poser la problématique des privatisations sous l'angle d'un nationalisme étié. Le problème est beaucoup moins dans l'origine du capital qui prendra la relève, que dans les orientations nouvelles qu'il va impulser aux entreprises en question. Malgré leur niveau de développement particulièrement élevé et leur forte intégration dans le paysage économique planétaire, des Etats industriels mettent encore des garde-fous contre une trop grande main mise du capital étranger, et des dérapages. On ne saurait donc refuser à des économies en gestation d'agir pareillement. Les privatisations devront nécessairement se faire dans la prise en compte de toute la dimension nationale du développement. Sinon elles échoueront, pour autant qu'il ne s'agira pas seulement de rentabiliser des mises, mais et surtout d'offrir le plus largement possible de meilleurs produits et services aux meilleurs coûts, aux entreprises comme aux ménages, qui associent une bonne partie de leur développement et de leur épanouissement, sur ces facteurs. Ce sont les mêmes exigences qui s'attachent au Programme Energie annoncé par le président de la République, et qui s'articulent également à ce vaste programme de densification du réseau hydro-agricole national englobant le Canal de Cayor, la revitalisation des Vallées fossiles et le Programme de Développement de la Rive Gauche, notamment. Le tout convergeant autour de l'homme sénégalais, dont il s'agit de valoriser toutes ses ressources et potentialités, pour la finalité de son plein épanouissement, contre la misère et la pauvreté.

Je souhaite que ces qualités l'habitent tout au long de l'année qui commence et lui renouvelle mon engagement à être en constante écoute de ses préoccupations. Tel est le sens qu'il faut donner à ma décision de recevoir désormais, au cours d'une cérémonie solennelle, les vœux de Nouvel An du Conseil national de la Jeunesse du Sénégal.

Sénégalaises, Sénégalais,

Mes chers compatriotes, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous.

Il ne me reste qu'à souhaiter à chacune et à chacun d'entre vous une bonne et heureuse année.

Je souhaite que l'année qui vient vous apporte tout ce que vous attendez pour vous-mêmes et pour tous ceux que vous aimez. Qu'elle nous permette, par le travail dans l'uni-

té, la paix et la concorde nationales, par une solidarité active, de traduire en certitude l'espoir qu'autorisent les bons résultats que nous avons enregistrés en 1995 !

Que Dieu éclaire notre chemin et garde le Sénégal !

Sénégalaises, Sénégalais, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous, Bonsoir et bonne fête !

Le modernisateur

• Par Badara DIOUF

PATIEMENT, méthodiquement, avec esprit de suite et de prospective, le président Abdou Diouf est en train, à sa manière calme, tranquille et inaltérable de sérénité face à tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, de dessiner le visage du Sénégal nouveau à l'aube du troisième millénaire.

Comme Solon l'Athénien ou Lycurgue le Spartiate, tous deux célèbres législateurs qui auront laissé leur nom dans l'histoire de l'humanité comme les fondateurs des constitutions des cités d'Athènes et de Sparte, le président Abdou Diouf a déjà profondément imprimé sa marque et il restera sans doute pour les générations futures le grand président, celui qui aura «modernisé» le Sénégal.

La tâche était loin d'être aisée pour le jeune président de 45 ans qui accéda à la magistrature suprême au début des années 80 pour succéder à Léopold Sédar Senghor dont il avait été le Premier ministre pendant dix ans.

Après vingt ans de parti unique imposé par les faits pour des raisons liées à la construction de l'unité nationale pour le jeune Etat que Senghor avait su mener en douceur à l'indépendance, le président Abdou Diouf, dès son accession au pouvoir a prouvé qu'il était un homme de son temps, à la fois moderne et profondément démocrate attaché à défendre et à sauvegarder l'expression de toutes les sensibilités dans le pays. Dieu venait de lui confier les destinées. Aussi le premier geste inaugural de sa nouvelle magistrature a-t-il été d'instaurer le multipartisme intégral alors que presque partout sur le continent, le monopartisme continuait d'être la règle et la démocratie plurielle l'exception.

Réélu trois fois en 1983, 88 et 93 face à la plupart de ses principaux opposants, le président Abdou Diouf a non seulement ouvert la porte de la gestion commune des affaires à ses contradicteurs, mais il a également mis en œuvre, au plan institutionnel, un autre grand chantier : la décentralisation du pouvoir, sa régionalisation pour transférer plus de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales.

L'organisation territoriale du Sénégal date de 1972. Dès le début des années 90, le président Abdou Diouf a compris qu'il fallait faire évoluer les structures au même titre que les mentalités d'un point de vue beaucoup plus pratique, sur le terrain concret de la démocratie totale rendue aux partis politiques, en la décentralisant le plus profondément possible dans tout le pays. Ce que De Gaulle appelait en France la «participation» vers la fin des années 60 et qui lui fit quitter le pouvoir en 1969, la traduction sur le terrain de la démocratie locale que ses successeurs réaliseront pour la France en mieux préparant les esprits, c'est exactement le même combat que le président Abdou Diouf a entrepris ici dès le début des années 90 pour approfondir la démocratie et établir à tous les niveaux la participation des citoyens et leur contrôle sur ce qui se fait et se dit en leur nom dans les lieux où ils vivent et s'occupent.

Et la création prochaine d'un sénat tel qu'annoncé par le chef de l'Etat n'est rien d'autre que la traduction dans les faits de cette volonté politique de donner plus de pouvoirs aux assemblées élues par les citoyens. L'Assemblée nationale qui a longtemps fonctionné sous le mode du «monocamérisme» va évoluer vers le «bicamérisme» en ce que désormais le parlement aura deux chambres. A côté de l'Assemblée nationale, la deuxième chambre ou le sénat est une assemblée de

aujourd'hui simultanément de s'intégrer dans un ensemble à vocation régionale, (UEMOA et CEDEAO par exemple) en lui aliénant une partie de ses prérogatives régaliennes (notamment en matière économique) et en même temps de donner, de déléguer de nouveaux pouvoirs au niveau des instances locales et régionales du pays (en matière de santé, d'éducation, d'enseignement, d'animation culturelle, etc.). D'où les compétences et moyens accrus à donner aux collectivités locales, l'Etat se limitant, se recentrant à ses missions traditionnelles de puissance publique de régulation et de défense de la souveraineté nationale.

Le président sait enfin que la modernisation du Sénégal, les réformes institutionnelles si nécessaires soient-elles, risquent de rester lettre morte si elles ne s'accompagnent pas de l'ouverture de nouveaux chantiers. Il l'a encore réaffirmé dimanche soir lors de son bouquet de vœux à la nation. Le grand combat du gouvernement est en passe d'être gagné : il a bien négocié le virage de la dévaluation et son action tient la route. Il faut donc maintenir le cap comme le président y invite le chef du gouvernement solide à la barre. Le chef de l'Etat lui a ouvert un autre grand chantier qui consiste à se battre pour résorber le chômage, la précarité et l'exclusion. La bataille peut être gagnée car le président fait un parti optimiste sur l'homme sénégalais et le pays ne manque pas d'atouts : le démarrage effectif des «grands travaux» devrait permettre au gouvernement, à côté de sa politique de création et de consolidation du secteur privé, d'offrir à d'autres bras valides du pays la possibilité de s'occuper et de vivre dans la dignité.

GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL

AGETIP

Programme de génération d'emplois

TRAVAUX A LOUGA

Financement :

Banque mondiale, Communautés rurales

Dans le cadre du Programme AGETIP II, la Banque mondiale (IDA) et le gouvernement du Canada (ACDI), vont financer, en relation avec les communautés rurales, des projets à caractère social.

A cet effet, les entreprises qualifiées (pour Saint-Louis, Louga ou tout le Sénégal) par l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt public contre le sous-emploi sont informées du lancement de l'appel d'offres concernant :

la construction de la piste Deukhlé-Fass Touré.

Peuvent soumissionner, les entreprises qualifiées en routes des catégories B, C et D.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés le vendredi 5 janvier 1996 à 15 heures au siège de l'Agence, boulevard Djily Mbaye à Bérenger Feraud à Dakar, contre paiement d'une somme de dix mille (10.000) francs CFA.

Les offres devront parvenir au siège de l'Agence, le lundi 15 janvier 1996 avant 15 heures, heure d'ouverture des plis en séance publique.